

ÉNONCÉ DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT À L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction est responsable de la préparation et de la présentation des états financiers consolidés et de l'information financière présentée dans ce rapport annuel. Cette responsabilité comprend le choix de conventions et de pratiques comptables ainsi que le recours au jugement et à des estimations nécessaires pour la préparation des états financiers consolidés, conformément aux principes comptables généralement reconnus.

La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le présent rapport annuel et s'est assurée qu'elle correspond aux états financiers consolidés.

La direction maintient des systèmes de contrôle interne conçus en vue de fournir une assurance raisonnable quant à la protection des éléments d'actif contre la perte et à la pertinence et la fiabilité de l'information financière produite.

Le conseil d'administration a la responsabilité de s'assurer que la direction remplit ses responsabilités à l'égard de l'information financière et est responsable de la révision et de l'approbation des états financiers consolidés. Le conseil d'administration s'acquitte de cette tâche principalement par l'entremise de son comité de vérification, composé exclusivement d'administrateurs indépendants. Le comité de vérification se réunit périodiquement avec la direction et les vérificateurs externes afin de discuter des contrôles internes et de sujets portant sur la vérification et la présentation de l'information financière. Il révisé également le rapport annuel, les états financiers consolidés et le rapport des vérificateurs externes. Le comité de vérification recommande les vérificateurs externes, qui sont ensuite nommés par les actionnaires. Les vérificateurs externes ont librement accès au comité de vérification. Les états financiers consolidés ont été vérifiés par les vérificateurs externes Deloitte & Touche s.r.l., dont le rapport est présenté ci-après.



Lino Saputo, Jr.
Président et
chef de la direction



Louis-Philippe Carrière, CA
Vice-président exécutif, finances et
administration, et secrétaire

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS AUX ACTIONNAIRES DE SAPUTO INC.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de Saputo inc. aux 31 mars 2006 et 2005 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 mars 2006 et 2005 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.



Deloitte & Touche s.r.l.
Comptables agréés
Montréal, Québec
Le 26 mai 2006

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars, sauf les données par action)	2006	2005
Revenus	4 022 210 \$	3 883 069 \$
Coût des ventes, frais de vente et d'administration	3 656 245	3 475 310
Bénéfice avant intérêts, amortissement, impôts sur les bénéfices et dévaluation	365 965	407 759
Amortissement des immobilisations (note 3)	69 361	66 065
Bénéfice d'exploitation	296 604	341 694
Dévaluation du placement de portefeuille (note 2)	10 000	-
Intérêts de la dette à long terme	24 474	28 026
Autres intérêts, nets (note 11)	(644)	1 064
Bénéfice, avant impôts sur les bénéfices	262 774	312 604
Impôts sur les bénéfices (note 12)	70 672	80 459
Bénéfice net	192 102 \$	232 145 \$
Résultats par action (note 13)		
Bénéfice net		
De base	1,83 \$	2,23 \$
Dilué	1,82 \$	2,20 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars)	2006	2005
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	884 054 \$	711 371 \$
Bénéfice net	192 102	232 145
Dividendes	(72 215)	(59 462)
Excédent du prix d'achat du capital-actions par rapport à la valeur comptable (note 9)	(32 810)	-
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	971 131 \$	884 054 \$

BILANS CONSOLIDÉS

Aux 31 mars (en milliers de dollars)	2006	2005
ACTIF		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces	91 533 \$	41 477 \$
Débiteurs	302 112	299 828
Stocks	453 414	452 814
Impôts à recevoir	6 736	14 381
Impôts futurs	12 098	10 711
Frais payés d'avance et autres éléments d'actif	25 979	16 795
	891 872	836 006
Placement de portefeuille (note 2)	42 991	53 991
Immobilisations (note 3)	674 695	648 584
Écarts d'acquisition (note 4)	544 472	507 200
Marques de commerce (note 4)	30 589	24 054
Autres éléments d'actif (note 5)	67 664	53 437
Impôts futurs	1 650	9 800
	2 253 933 \$	2 133 072 \$
PASSIF		
Passif à court terme		
Emprunts bancaires (note 6)	41 541 \$	15 083 \$
Créditeurs et charges à payer	318 239	291 197
Impôts à payer	73 087	67 438
Impôts futurs	369	9 653
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an (note 7)	35 013	-
	468 249	383 371
Dette à long terme (note 7)	256 833	302 521
Autres éléments de passif (note 8)	16 623	19 139
Impôts futurs	109 685	112 191
	851 390	817 222
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 9)	494 250	483 896
Surplus d'apport (note 10)	14 428	8 095
Bénéfices non répartis	971 131	884 054
Écart de conversion de devises étrangères	(77 266)	(60 195)
	1 402 543	1 315 850
	2 253 933 \$	2 133 072 \$

Au nom du conseil



Lino Saputo, administrateur



Louis A. Tanguay, administrateur

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices terminés les 31 mars (en milliers de dollars)	2006	2005
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :		
Exploitation		
Bénéfice net	192 102 \$	232 145 \$
Éléments sans incidence sur la trésorerie		
Rémunération à base d'actions	8 196	4 774
Amortissement des immobilisations	69 361	66 065
Gain sur disposition d'immobilisations	(1 676)	(2 576)
Dévaluation du placement de portefeuille	10 000	-
Impôts futurs	(2 438)	4 860
Excédent du financement des régimes des employés sur le coût	(10 134)	(6 155)
	265 411	299 113
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	34 156	(30 437)
	299 567	268 676
Investissement		
Acquisition d'entreprises (note 14)	(86 338)	-
Placement de portefeuille	1 000	-
Ajouts aux immobilisations	(96 152)	(81 786)
Produits de disposition d'immobilisations	3 284	5 441
Autres éléments d'actif	(6 072)	973
	(184 278)	(75 372)
Financement		
Emprunts bancaires	28 081	(68 844)
Remboursement de la dette à long terme	-	(43 965)
Émission de capital-actions	13 689	13 544
Rachat de capital-actions	(38 008)	-
Dividendes	(72 215)	(59 462)
	(68 453)	(158 727)
Augmentation des espèces et quasi-espèces	46 836	34 577
Incidences des écarts de taux de change sur les espèces et quasi-espèces	3 220	(974)
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	41 477	7 874
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	91 533 \$	41 477 \$
Information complémentaire		
Intérêts payés	24 689 \$	27 565 \$
Impôts sur les bénéfices payés	57 460 \$	37 896 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 mars

(Les montants présentés sous forme de tableaux sont en milliers de dollars, sauf pour les données sur les options)

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus utilisés au Canada et comprennent les principales conventions comptables suivantes :

Recours à des estimations

Dans le cadre de la préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus, la direction doit procéder à des estimations telles que la vie utile et l'amortissement des immobilisations, l'évaluation des écarts d'acquisition, du placement de portefeuille, des marques de commerce, des impôts futurs ainsi que certaines hypothèses actuarielles et économiques utilisées afin de déterminer le coût des régimes de retraite à prestations déterminées, les obligations au titre des prestations de retraite constituées et l'actif des régimes de retraite et des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs et passifs ainsi que sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers et sur les montants des revenus et charges de l'exercice. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

États financiers consolidés

Les entités sur lesquelles la Société exerce un contrôle effectif sont consolidées. La participation dans une coentreprise qui est sous contrôle conjoint est comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Les résultats d'exploitation des entreprises acquises sont inclus aux états consolidés des résultats depuis leurs dates respectives d'acquisition.

Espèces et quasi-espèces

Les espèces et quasi-espèces sont principalement composées de liquidités non affectées et de placements à court terme dont l'échéance initiale, au moment de l'acquisition, est de trois mois ou moins.

Stocks

Les stocks de produits finis et de produits en cours sont évalués au moindre du coût moyen et de la valeur de réalisation nette. Les stocks de matières premières sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Impôts sur les bénéfiques

La Société suit la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont établis en fonction des écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale de l'actif et du passif et sont mesurés par application des taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur au moment où ces écarts se résorberont. Les actifs d'impôts futurs ne sont reconnus que dans la mesure où, de l'avis de la direction, il est plus probable qu'improbable qu'ils soient réalisés.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties de façon linéaire sur leur durée de vie utile ou en utilisant les méthodes suivantes :

Bâtiments	20 ans à 40 ans
Mobilier, machinerie et équipement	3 ans à 15 ans
Matériel roulant	5 ans à 10 ans ou en fonction du kilométrage parcouru

Les actifs destinés à la vente sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette moins les coûts de disposition, aucun amortissement n'est comptabilisé.

Perte de valeur des actifs à long terme

Dans le cas où des éléments portent à croire que la valeur comptable d'actifs à long terme pourrait ne pas être recouvrable, les flux de trésorerie estimatifs non actualisés sont projetés sur leur durée restante et comparés à la valeur comptable. Dans la mesure où ces projections indiquent que les flux de trésorerie non actualisés futurs ne sont pas suffisants pour recouvrer les valeurs comptables des actifs connexes, une charge est comptabilisée en réduction de la valeur comptable afin que celle-ci corresponde aux flux de trésorerie actualisés futurs projetés.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Écarts d'acquisition, marques de commerce et regroupement d'entreprises

Les écarts d'acquisition et marques de commerce ne sont pas amortis mais sont plutôt soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquaient que les actifs pourraient avoir subi une baisse de valeur. La valeur comptable des écarts d'acquisition et des marques de commerce est comparée à leur juste valeur et toute baisse de valeur, s'il en existe, est imputée aux résultats. La Société comptabilise ses regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, la Société répartit le prix d'acquisition aux actifs corporels et incorporels et aux passifs assumés, basé sur la juste valeur estimative à la date d'acquisition, avec l'excédent du prix d'achat alloué à l'écart d'acquisition.

Avantages sociaux futurs

Le coût des prestations de retraite et des avantages postérieurs à l'emploi est établi d'après des calculs actuariels qui font appel à la méthode de répartition des prestations au prorata des services et à des hypothèses à l'égard du rendement prévu des actifs des régimes, de l'augmentation de la rémunération, de l'âge de la retraite et des coûts prévus des soins de santé et autres avantages postérieurs à l'emploi. Le coût des services rendus au cours de l'exercice est comptabilisé aux résultats dans l'exercice courant. Conformément aux principes comptables généralement reconnus, le coût des services passés ainsi que l'excédent des gains ou pertes actuariels nets des régimes à prestations déterminées sur 10 % du plus élevé des obligations au titre des prestations constituées ou de la juste valeur de l'actif des régimes sont amortis sur la durée résiduelle moyenne de service des employés actifs admissibles aux prestations en vertu des régimes. La Société utilise une valeur de l'actif lissée sur cinq ans afin de déterminer le coût des régimes. Au 1^{er} janvier 2000, la Société a adopté, sur une base prospective, la nouvelle norme comptable sur les avantages sociaux futurs. Elle amortit, selon la méthode linéaire, le solde de l'obligation transitoire sur la durée résiduelle moyenne d'activité prévue des salariés de chacun des régimes au 1^{er} janvier 2000. Lorsque la restructuration d'un régime d'avantages sociaux entraîne à la fois une compression et un règlement des obligations découlant de ce régime, la compression est comptabilisée avant le règlement.

Constatation des revenus

La Société constate ses revenus au moment de la livraison lorsque la propriété et les risques de perte sont transférés aux clients, que le prix est déterminable et que le recouvrement est raisonnablement certain. Les revenus sont enregistrés nets des incitatifs à la vente incluant les rabais sur volume, frais de référencement et publicité à frais partagés.

Conversion de devises étrangères

Les postes de bilan des établissements autonomes situés aux États-Unis et en Argentine ont été convertis en dollars canadiens en utilisant les taux de change en date des bilans, alors que les postes des états des résultats ont été convertis en utilisant les taux de change moyens mensuels au cours des exercices. L'écart de conversion de devises étrangères, présenté dans les capitaux propres, représente le cumul des gains ou pertes de change résultant des investissements nets de la Société dans des établissements autonomes situés aux États-Unis et en Argentine. La variation de l'écart de conversion de devises étrangères au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2006 résulte principalement de l'augmentation de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Les postes des états financiers de la Société et de ses filiales libellés en devises étrangères ont été convertis en utilisant les taux de change en date des transactions pour les éléments de revenus et dépenses, et le taux de change en date des bilans pour les éléments d'actif et de passif monétaires. Le gain ou la perte sur change résultant de ces conversions est inclus à l'état des résultats.

	2006	2005
Gain de change	633 \$	562 \$

Rémunération à base d'actions

La méthode de la juste valeur est utilisée pour comptabiliser aux résultats la rémunération à base d'actions. Cette méthode consiste à enregistrer aux résultats une charge répartie sur la durée de levée des options octroyées. Lorsque les options sont levées, toute contrepartie payée par les employés ainsi que la rémunération correspondante enregistrée comme surplus d'apport sont créditées au capital-actions.

Résultat par action

Le résultat par action de base est fondé sur le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. L'effet dilutif des options d'achat d'actions est déterminé selon la méthode du rachat d'actions.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Nouvelles conventions comptables

La Société a appliqué, en date du 1^{er} avril 2004, les nouvelles recommandations suivantes de l'ICCA : « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » qui exige la constatation des obligations juridiques, qu'elles soient d'origine légale, réglementaire, contractuelle ou autre, normalement lorsque ces obligations prennent naissance; « Relations de couverture » qui précise les circonstances dans lesquelles la comptabilité de couverture est appropriée, et elle traite notamment de l'identification, de la documentation, de la désignation et de l'efficacité de la comptabilité de couverture, ainsi que la cessation de la comptabilité de couverture; « Les avantages sociaux futurs » qui oblige à fournir de l'information supplémentaire pour les états financiers annuels et trimestriels. Ces nouvelles recommandations n'ont eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

La Société a appliqué, à compter du 1^{er} juillet 2004, la nouvelle recommandation suivante de l'ICCA concernant la « comptabilisation par un client de certaines contreparties reçues d'un fournisseur », qui fournit des directives sur la façon dont un client qui achète des produits d'un fournisseur devrait comptabiliser la contrepartie en espèces reçue du fournisseur. Cette nouvelle recommandation n'a eu aucune incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

La Société a appliqué, à compter du 1^{er} janvier 2005, la nouvelle recommandation suivante de l'ICCA concernant la « consolidation des entités à détenteurs de droits variables », qui requiert que les entreprises déterminent les entités à détenteurs de droits variables dans lesquelles elles détiennent des droits, de manière à établir si elles en sont le principal bénéficiaire et si ces entités doivent par conséquent être consolidées. Cette nouvelle recommandation n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

La Société a appliqué, à compter du 1^{er} avril 2005, la nouvelle recommandation suivante de l'ICCA à l'égard des « opérations non monétaires », qui établit des normes d'évaluation et d'information applicables aux opérations non monétaires. Elle détermine dans quels cas un échange d'actifs est évalué à la juste valeur, et dans quels cas il est évalué à la valeur comptable. Cette nouvelle recommandation n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

2. PLACEMENT DE PORTEFEUILLE

	2006	2005
Participation en actions de 21% dans Dare Holdings Ltd.	42 991 \$	53 991 \$

Le placement de portefeuille est comptabilisé au coût et est réduit de l'excédent des dividendes reçus par rapport à la quote-part de la Société dans les résultats cumulés. Un dividende de 1 000 000 \$ reçu au cours de l'exercice 2006 a été comptabilisé en tant que réduction du coût du placement. Aucun dividende n'a été reçu au cours de l'exercice 2005.

De plus, la Société a dévalué le placement de 10 000 000 \$ durant l'année en raison d'une baisse de valeur durable, résultant d'une valeur marchande inférieure à la valeur aux livres.

3. IMMOBILISATIONS

	2006			2005		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
Terrains	27 084 \$	- \$	27 084 \$	27 872 \$	- \$	27 872 \$
Bâtiments	249 980	57 799	192 181	246 887	53 657	193 230
Mobilier, machinerie et équipement	777 635	335 428	442 207	707 965	290 014	417 951
Matériel roulant	12 314	6 323	5 991	11 817	5 378	6 439
Destinées à la vente	7 232	-	7 232	3 092	-	3 092
	1 074 245 \$	399 550 \$	674 695 \$	997 633 \$	349 049 \$	648 584 \$

Au cours de l'exercice, un gain sur disposition d'immobilisations destinées à la vente de 1 676 000 \$ (2 576 000 \$ en 2005) a été comptabilisé dans le coût des ventes, frais de vente et d'administration. Ces actifs sont relatifs aux activités du secteur des produits laitiers canadien.

Au cours de l'exercice, une dévaluation à la juste valeur de 5 750 000 \$ (6 000 000 \$ en 2005) a été comptabilisée pour certains bâtiments et pièces de machinerie et d'équipement. Cette charge est comprise dans l'amortissement des immobilisations.

3. IMMOBILISATIONS (suite)

Les immobilisations destinées à la vente sont principalement constituées de machinerie et équipement et de bâtiments des secteurs des produits laitiers canadien et des États-Unis qui seront vendus en raison de la fermeture de certaines usines.

La valeur nette comptable des immobilisations en cours de construction, qui ne font pas l'objet d'un amortissement, totalisait 41 465 000 \$ au 31 mars 2006 (47 921 000 \$ au 31 mars 2005).

4. ÉCARTS D'ACQUISITION ET MARQUES DE COMMERCE

	2006			2005		
	Secteur des produits laitiers	Secteur des produits d'épicerie	Total	Secteur des produits laitiers	Secteur des produits d'épicerie	Total
Écarts d'acquisition						
Solde au début de l'exercice	342 687 \$	164 513 \$	507 200 \$	360 343 \$	164 513 \$	524 856 \$
Écart de conversion de devises étrangères	(9 032)	-	(9 032)	(17 656)	-	(17 656)
Acquisition d'entreprises (note 14)	46 304	-	46 304	-	-	-
Solde à la fin de l'exercice	379 959 \$	164 513 \$	544 472 \$	342 687 \$	164 513 \$	507 200 \$
Marques de commerce						
Solde au début de l'exercice	24 054 \$	- \$	24 054 \$	26 076 \$	- \$	26 076 \$
Écart de conversion de devises étrangères	(845)	-	(845)	(2 022)	-	(2 022)
Acquisition d'entreprises (note 14)	7 380	-	7 380	-	-	-
Solde à la fin de l'exercice	30 589 \$	- \$	30 589 \$	24 054 \$	- \$	24 054 \$

5. AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

	2006	2005
Actif net au titre de prestations des régimes de retraite (note 15)	50 606 \$	45 505 \$
Taxes à recevoir	9 370	-
Autres	7 688	7 932
	67 664 \$	53 437 \$

6. EMPRUNTS BANCAIRES

La Société dispose de facilités de crédit bancaire à court terme lui permettant d'obtenir des emprunts bancaires d'un montant maximum d'environ 325 000 000 \$. Les emprunts de l'Amérique du Nord sont disponibles principalement en dollars américains ou l'équivalent en d'autres devises et portent intérêt à des taux fluctuant en fonction du taux préférentiel des prêteurs majoré jusqu'à un maximum de 0,25 %, ou du taux LIBOR ou du taux des acceptations bancaires majoré de 0,50 % jusqu'à un maximum de 1,125 %, en fonction du ratio de dette portant intérêt par rapport au bénéfice avant intérêts, amortissement et impôts de la Société. Une tranche des facilités de crédit bancaire à court terme est disponible pour les activités en Argentine et porte intérêt aux taux du marché local.

7. DETTE À LONG TERME

	2006	2005
Effets de premier rang		
7,97 %, échéant en novembre 2006 (30 000 000 \$ US)	35 013 \$	36 288 \$
8,12 %, échéant en novembre 2009 (170 000 000 \$ US)	198 407	205 632
8,41 %, échéant en novembre 2014 (50 000 000 \$ US)	58 355	60 480
Autres emprunts, remboursables jusqu'en 2008	71	121
	291 846	302 521
Tranche échéant à moins d'un an	35 013	-
	256 833 \$	302 521 \$

7. DETTE À LONG TERME (suite)

Les versements estimatifs de capital à effectuer au cours des prochains exercices sont les suivants :

2007	35 013 \$
2008	71
2009	-
2010	198 407
2011	-
2012 et exercices subséquents	58 355
	291 846 \$

8. AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	2006	2005
Avantages sociaux futurs (note 15)	9 101 \$	14 383 \$
Autres	7 522	4 756
	16 623 \$	19 139 \$

9. CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

Le capital-actions autorisé de la Société est constitué d'un nombre illimité d'actions ordinaires et privilégiées. Les actions ordinaires sont votantes et participantes. Les actions privilégiées peuvent être émises en une ou plusieurs séries, les modalités et les privilèges de chaque série devant être établis au moment de leur création.

	2006	2005
Émis		
104 114 555 actions ordinaires (104 527 282 en 2005)	494 250 \$	483 896 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2006, 682 173 actions ordinaires (749 552 en 2005) ont été émises pour un montant de 13 689 000 \$ (13 544 000 \$ en 2005) en vertu du régime d'options d'achat d'actions. Pour les options d'achat d'actions octroyées depuis le 1^{er} avril 2002, le montant comptabilisé auparavant comme étant une augmentation du surplus d'apport a été transféré aux capital-actions. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006, le montant transféré du surplus d'apport s'élève à 1 863 000 \$ (1 090 000 \$ en 2005).

Dans le cadre du cours normal d'une offre publique de rachat, commencée le 11 novembre 2005, la Société peut acheter, à des fins d'annulation, un maximum de 5 256 369 actions ordinaires jusqu'au 10 novembre 2006. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2006, la Société a acheté 1 094 900 actions ordinaires à des prix variant entre 32,39 \$ et 35,94 \$ par action. L'excédent du prix d'achat du capital-actions par rapport à la valeur comptable de 32 810 000 \$ a été comptabilisé aux bénéfices non répartis.

Régime d'options d'achat d'actions

La Société a instauré un régime d'options d'achat d'actions visant l'achat d'actions ordinaires par des employés clés, des dirigeants et des administrateurs de la Société. Le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises en vertu du régime ne peut dépasser 14 000 000 d'actions. Le prix d'exercice de chaque option correspond au cours de clôture des actions de la Société la journée précédant la date d'octroi. Ces options sont acquises à raison de 20 % par année et expirent dix ans après la date de leur octroi.

9. CAPITAL-ACTIONS (suite)

Les options émises et en circulation en fin d'exercice sont les suivantes :

Périodes d'octroi	Prix d'exercice	2006		2005	
		Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
1998	8,50 \$	62 226	8,50 \$	77 420	8,50 \$
1999	de 16,13 \$ à 18,75 \$	95 236	18,33 \$	160 602	18,34 \$
2000	19,70 \$	179 238	19,70 \$	272 403	19,70 \$
2001	13,50 \$	410 797	13,50 \$	582 608	13,50 \$
2002	de 19,00 \$ à 23,00 \$	685 335	19,10 \$	814 073	19,09 \$
2003	30,35 \$	701 465	30,35 \$	815 518	30,35 \$
2004	22,50 \$	1 012 030	22,50 \$	1 174 625	22,50 \$
2005	33,05 \$	831 135	33,05 \$	900 666	33,05 \$
2006	36,15 \$	901 781	36,15 \$	-	- \$
		4 879 243	26,35 \$	4 797 915	23,62 \$
Options pouvant être levées à la fin de l'exercice		2 077 799	21,28 \$	1 778 646	19,71 \$

Le nombre d'options a varié de la façon suivante :

	2006		2005	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	4 797 915	23,62 \$	4 745 580	20,96 \$
Options octroyées	914 952	36,15 \$	984 055	33,05 \$
Options levées	(682 173)	20,07 \$	(749 552)	18,07 \$
Options annulées	(151 451)	27,37 \$	(182 168)	28,01 \$
Solde à la fin de l'exercice	4 879 243	26,35 \$	4 797 915	23,62 \$

La juste valeur des options d'achat d'actions octroyées a été estimée à 10,21 \$ par option (9,86 \$ en 2005) en utilisant le modèle d'évaluation des options de Black-Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

	2006	2005
Taux d'intérêt sans risque :	4,0%	3,5%
Durée prévue des options :	5 ans	6 ¹ / ₂ ans
Volatilité :	31%	28%
Taux de dividendes :	2,0%	1,8%

Le prix d'exercice de ces options est de 36,15 \$ (33,05 \$ en 2005), ce qui correspond au cours de clôture des actions le jour précédant la date d'octroi.

Une charge de rémunération au montant de 8 196 000 \$ (7 455 000 \$ après impôts sur les bénéfices) relative aux options d'achat d'actions a été comptabilisée à l'état des résultats pour l'exercice terminé le 31 mars 2006 et 4 774 000 \$ (4 173 000 \$ après impôts sur les bénéfices) pour l'exercice terminé le 31 mars 2005.

L'effet de cette charge sur le bénéfice par action et le bénéfice dilué par action est de 0,07 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2006 et de 0,04 \$ pour l'exercice terminé le 31 mars 2005.

Des options visant l'acquisition de 1 141 225 actions ordinaires à un prix de 32,70 \$ ont également été octroyées le 1^{er} avril 2006.

9. CAPITAL-ACTIONS (suite)

Régime d'octroi d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2004, tous les administrateurs éligibles de la Société ont reçu un nombre fixe d'unités d'actions différées qui ont été octroyées sur une base trimestrielle, conformément au régime d'unités d'actions différées. Les administrateurs ont le choix de recevoir une somme en argent ou des unités d'actions différées comme rémunération. Le nombre d'unités émises à chaque administrateur est basé sur la valeur au marché des actions ordinaires de la Société à chaque date d'octroi. Après le départ des administrateurs de leurs fonctions, un paiement en argent égal à la valeur au marché des unités d'actions différées cumulées sera déboursé. Le passif relié à ces unités est ajusté en prenant le nombre d'unités en circulation de 27 904 en 2006 (11 213 en 2005) multiplié par la valeur au marché des actions ordinaires à la fin de l'exercice de la Société. La variation du passif est enregistrée comme une dépense par la Société. Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006, la dépense comptabilisée pour les unités d'actions différées a été de 540 000 \$ (488 000 \$ en 2005).

10. SURPLUS D'APPORT

	2006	2005
Surplus d'apport au début de l'exercice	8 095 \$	4 411 \$
Rémunération à base d'actions	8 196	4 774
Montant transféré au capital-actions	(1 863)	(1 090)
Surplus d'apport à la fin de l'exercice	14 428 \$	8 095 \$

11. AUTRES INTÉRÊTS

	2006	2005
Frais	2 174 \$	1 568 \$
Revenus	(2 818)	(504)
	(644) \$	1 064 \$

12. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts sur les bénéfices se détaille comme suit :

	2006	2005
Impôts exigibles	73 110 \$	75 599 \$
Impôts futurs	(2 438)	4 860
	70 672 \$	80 459 \$

Rapprochement des impôts sur les bénéfices, calculés aux taux canadiens prévus par la loi, à la charge d'impôts sur les bénéfices présentée à l'état des résultats :

	2006	2005
Impôts sur les bénéfices, calculés aux taux canadiens prévus par la loi	82 569 \$	97 212 \$
Écarts attribuables aux éléments suivants :		
Crédit pour fabrication et transformation	-	(1 453)
Incidence du taux d'imposition de filiales américaines	108	4 593
Modification des lois fiscales et des taux d'imposition	1 448	(3 816)
Utilisation d'un avantage fiscal non comptabilisé dans le passé	-	(2 381)
Bénéfice découlant de placements dans des filiales	(8 901)	(9 118)
Autres éléments	(4 552)	(4 578)
Charge d'impôts sur les bénéfices	70 672 \$	80 459 \$

12. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (suite)

L'incidence fiscale d'écarts temporaires qui donnent lieu à une partie importante de l'actif et du passif d'impôts futurs se présente comme suit:

	2006	2005
Actif d'impôts futurs		
Créditeurs et charges à payer	5 872 \$	5 088 \$
Pertes fiscales	12 839	5 639
Placement de portefeuille	1 832	-
Autres éléments	4 699	3 634
	25 242 \$	14 361 \$
Passif d'impôts futurs		
Stocks	875 \$	7 350 \$
Immobilisations	89 627	84 027
Actif net des régimes de retraite	14 333	4 979
Autres éléments d'actif	3 273	1 463
Placement de portefeuille	-	6 225
Dettes à long terme	13 440	11 650
	121 548 \$	115 694 \$
Présentés dans les états financiers à titre de :		
Actif d'impôts futurs à court terme	12 098 \$	10 711 \$
Actif d'impôts futurs à long terme	1 650	9 800
Passif d'impôts futurs à court terme	(369)	(9 653)
Passif d'impôts futurs à long terme	(109 685)	(112 191)
Passif d'impôts futurs, net	(96 306)\$	(101 333)\$

Avantages fiscaux latents

Au 31 mars 2006, en plus des pertes fiscales enregistrées, la Société a des pertes fiscales d'un montant d'environ 40 423 000 \$ (60 857 000 \$ en 2005) qui peuvent être utilisées afin de réduire les revenus imposables futurs de ses filiales en Argentine. Ces pertes viennent à échéance comme suit:

2008	31 420 000 \$
2009	7 515 000 \$
2010	836 000 \$
2011	652 000 \$

13. RÉSULTATS PAR ACTION

	2006	2005
Bénéfice net	192 102 \$	232 145 \$
Moyenne pondérée des actions ordinaires en circulation	104 698 601	104 257 660
Options à effet dilutif	813 052	1 441 040
Nombre dilutif d'actions ordinaires en circulation	105 511 653	105 698 700
Bénéfice de base par action	1,83 \$	2,23 \$
Bénéfice dilué par action	1,82 \$	2,20 \$

Lors du calcul du résultat de base par action, 901 781 options (aucune en 2005) ont été exclues du calcul en raison de leur prix d'exercice supérieur à la valeur au marché moyenne.

Les actions acquises au cours de l'exercice, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, ont été exclues du calcul du résultat par action à la date d'acquisition.

14. ACQUISITION D'ENTREPRISES

Le 18 avril 2005, la Société a acquis les activités de Fromage Côté S.A. et de Distributions Kingsey inc. (un fabricant de fromage exerçant ses activités au Canada) pour une contrepartie en espèces de 53 421 000 \$. Les justes valeurs attribuées aux actifs acquis étaient de 11 040 000 \$ pour le fonds de roulement, de 11 375 000 \$ pour les immobilisations corporelles, de 23 626 000 \$ pour l'écart d'acquisition et de 7 380 000 \$ pour les marques de commerce.

Le 27 mai 2005, la Société a acquis les activités de Schneider Cheese, Inc. (un fabricant de fromages exerçant ses activités aux États-Unis) pour une contrepartie en espèces de 32 917 000 \$. Les justes valeurs attribuées aux actifs acquis étaient de 4 718 000 \$ pour le fonds de roulement, de 5 521 000 \$ pour les immobilisations corporelles et de 22 678 000 \$ pour l'écart d'acquisition.

15. RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX

La Société offre des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées ainsi que certains avantages (autres régimes) comme l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires à ses employés et retraités admissibles.

Les dispositions des régimes à prestations déterminées sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des dernières années de service ou le salaire carrière. Une partie des cotisations est assurée par les employés et l'autre par des cotisations de la Société établies suivant les conseils d'actuaire indépendants. Des évaluations actuarielles ont été complétées en décembre 2002 et 2003. La date de mesure des actifs et des passifs des régimes de retraite est le 31 décembre. Certains régimes de retraite ont fait l'objet d'une évaluation le 31 décembre 2005, pour laquelle les résultats ne sont pas encore disponibles. Les prochaines évaluations des régimes de retraite auront lieu en décembre 2006 et décembre 2007.

Les régimes à cotisations déterminées prévoient le versement d'une cotisation annuelle donnant droit à une pension pour chaque employé participant.

L'actif des régimes se compose principalement d'actions de sociétés canadiennes et étrangères, de fonds communs, ainsi que de titres à revenus fixes.

Situation financière des régimes

	2006		2005	
	Régimes de retraite à prestations déterminées	Autres régimes	Régimes de retraite à prestations déterminées	Autres régimes
Évolution des obligations découlant des régimes				
Obligations découlant des régimes au début de l'exercice	175 635 \$	20 586 \$	165 460 \$	17 614 \$
Coût des services rendus	5 960	467	5 214	680
Frais d'intérêts	10 354	912	10 099	1 173
Prestations versées	(13 018)	(1 591)	(12 962)	(1 175)
Pertes actuarielles	21 030	672	8 085	3 013
Modifications des régimes et scissions	530	(7 951)	-	205
Gain à la conversion de devises	(121)	(94)	(261)	(924)
Obligations découlant des régimes à la fin de l'exercice	200 370	13 001	175 635	20 586
Évolution de la juste valeur de l'actif des régimes				
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	163 487	-	152 730	-
Rendement de l'actif des régimes	14 225	-	13 584	-
Cotisations de l'employeur	10 071	1 373	9 175	1 046
Cotisations des employés	1 150	218	1 170	129
Prestations versées	(13 018)	(1 591)	(12 962)	(1 175)
Perte à la conversion de devises	(96)	-	(210)	-
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	175 819	-	163 487	-
Déficit	(24 551)	(13 001)	(12 148)	(20 586)
Pertes actuarielles non amorties	82 260	2 113	66 461	4 561
Coût non amorti des services passés	1 196	262	680	35
Ajustement requis pour reconnaître l'obligation	-	-	14	-
Obligation transitoire non amortie	(9 905)	1 365	(11 059)	1 561
Actif (passif) à la date de mesure	49 000	(9 261)	43 948	(14 429)
Cotisations de l'employeur entre la date de mesure et la fin de l'exercice	1 606	160	1 557	46
Actif (passif) net comptabilisé au bilan	50 606 \$	(9 101)\$	45 505 \$	(14 383)\$

15. RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX (suite)

Tous les régimes de retraite à prestations déterminées présentent des obligations découlant des régimes supérieures à l'actif net des régimes.

Charge au titre des régimes d'avantages sociaux

	2006		2005	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Régimes à prestations déterminées				
Coût des services courants de l'employeur	4 809 \$	249 \$	4 044 \$	550 \$
Frais d'intérêts sur l'obligation	10 354	912	10 099	1 173
Rendement réel des actifs des régimes	(14 225)	-	(13 584)	-
Pertes actuarielles	21 030	687	8 085	3 013
Modifications des régimes	530	39	-	205
Compression et règlements des régimes	-	(5 291)	70	-
Coût avant ajustements, en tenant compte de la nature à long terme du coût	22 498	(3 404)	8 714	4 941
Écart entre le rendement prévu et le rendement réel des actifs des régimes	1 737	-	175	-
Écart entre l'amortissement du coût des services passés et les modifications des régimes pour l'exercice	(415)	16	78	(109)
Écart entre les pertes actuarielles réelles et constatées des obligations découlant des régimes	(17 659)	(504)	(5 995)	(2 779)
Amortissement de l'obligation transitoire	(1 156)	197	(1 155)	196
Charge constatée des régimes à prestations déterminées	5 005	(3 695)	1 817	2 249
Régimes à cotisations déterminées	11 093	-	10 278	-
Charge totale au titre des régimes	16 098 \$	(3 695)\$	12 095 \$	2 249 \$

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2006, la charge totale de la Société au titre des régimes d'avantages sociaux futurs a été de 12 403 000 \$ (14 344 000 \$ en 2005) et la cotisation totale versée par la Société a été de 22 537 000 \$ (20 499 000 \$ en 2005).

Moyenne pondérée des hypothèses	2006		2005	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
Pour calculer l'obligation découlant des régimes à la fin de l'exercice :				
Taux d'actualisation des obligations	5,26 %	5,31 %	6,00 %	6,00 %
Taux d'augmentation de la rémunération	3,50 %	3,50 %	3,50 %	3,50 %
Pour calculer la charge au titre des régimes à la fin de l'exercice :				
Taux d'actualisation des obligations	6,00 %	6,00 %	6,25 %	6,25 %
Taux de rendement prévu à long terme de l'actif des régimes	7,32 %	s.o.	7,90 %	s.o.
Taux d'augmentation de la rémunération	3,50 %	3,50 %	3,50 %	3,50 %

Aux fins de l'évaluation, le taux de croissance annuel hypothétique des coûts liés à l'assurance-maladie, l'assurance-vie et les soins dentaires a été fixé entre 7 % et 12 % pour l'exercice 2007, ces taux devraient diminuer graduellement pour atteindre 6 % en 2011. En comparaison, lors de l'exercice précédent, ce taux a été fixé entre 5,5 % et 7 % pour l'exercice 2006, ces taux diminuaient pour atteindre 5,3 % en 2008.

16. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

La Société exerce certaines de ses activités dans des locaux loués et est également liée en vertu de contrats de location pour de l'équipement et des véhicules. Les loyers minimums exigibles pour les prochains exercices s'établissent comme suit :

2007	10 624 \$
2008	8 714
2009	7 509
2010	6 322
2011	4 855
Exercices subséquents	5 862
	43 886 \$

La Société est défenderesse à certaines réclamations dans le cours normal de ses activités. La Société est d'avis que le règlement final de ces réclamations n'aura aucune incidence significative sur ses résultats ou sa situation financière. Suivant le 31 mars 2006, il y a eu une proposition pour modifier une loi de l'impôt sur le revenu qui aura probablement une incidence sur les états financiers consolidés. La Société est à évaluer son incidence et les alternatives pour la réduire.

Indemnisations

De temps à autre, la Société fournit des indemnisations à des tierces parties dans le cours normal de ses activités, dans le cadre d'acquisitions ou de cessions d'entreprises ou d'actifs. Ces clauses d'indemnisation peuvent toucher des ruptures de représentations et de garanties, de même que des réclamations futures à l'égard de certaines obligations, notamment en ce qui a trait à des questions fiscales ou environnementales. Les modalités de ces clauses d'indemnisation sont de durées variées. Au 31 mars 2006, étant donné que la nature et le montant de ces indemnisations dépendent d'événements futurs, la Société n'est pas en mesure d'évaluer de manière raisonnable le paiement éventuel maximal qu'elle peut être tenue de verser en vertu de ces ententes. La Société n'a versé aucun paiement d'indemnisation important par le passé, et, aux 31 mars 2006 et 2005, n'a comptabilisé aucun passif lié à ces indemnisations.

Contrats de location

La Société garantit à certains bailleurs une tranche de la valeur résiduelle de certains actifs loués en vertu de contrats de location-exploitation dont les derniers viennent à échéance en 2012. Si la valeur de marché des actifs loués, à l'échéance de leur contrat de location-exploitation respectif, est inférieure à la valeur résiduelle garantie, la Société est tenue d'indemniser le bailleur pour le manque à gagner, sous réserve de certaines conditions, jusqu'à concurrence d'une valeur maximale. La Société est d'avis que le montant d'indemnisation potentiel n'aura pas d'incidence importante sur les états financiers consolidés.

17. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La Société reçoit et fournit des services de sociétés qui sont sous influence notable de son actionnaire principal. Ces opérations ont été effectuées dans le cours normal des affaires et elles ont été comptabilisées à la valeur d'échange qui correspond à la juste valeur au marché. Tous les montants sont inclus au poste Coût des ventes, frais de vente et d'administration de l'état des résultats.

Les services reçus sont les suivants :			
		2006	2005
Frais de location, de déplacement et de logement		1 937 \$	2 970 \$
Frais de gestion pour la rémunération du président du conseil d'administration		500	600
		2 437 \$	3 570 \$
Les services fournis sont les suivants :			
Frais de gestion pour des services fournis par la Société		175 \$	175 \$

Il n'y a aucun montant à recevoir ou à payer relativement à ces opérations aux 31 mars 2006 et 2005.

18. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DE RISQUES

a) Juste valeur des instruments financiers

Les justes valeurs des espèces et quasi-espèces, des débiteurs, des emprunts bancaires et des créditeurs et charges à payer correspondent à leur valeur comptable en raison de leurs dates d'échéance à court terme.

La juste valeur de la dette à long terme, estimée en actualisant les flux de trésorerie prévus en utilisant des taux dont la Société pourrait se prévaloir pour des emprunts comportant des conditions et des échéances similaires, totalise 318 292 000 \$ (345 285 000 \$ en 2005).

b) Risque de crédit

La Société consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Des évaluations de crédit sont effectuées de façon continue et les états financiers tiennent compte des provisions pour pertes. La Société n'a pas de concentration de crédit.

c) Risque lié aux taux d'intérêt

Les facilités de crédit à court terme de la Société portent intérêt à des taux variables.

Pour se protéger contre les augmentations de taux d'intérêt, la Société conclut à l'occasion des contrats de swap de taux d'intérêt. Au 31 mars 2006, la Société n'a pas des contrats de swap de taux d'intérêt en vigueur.

d) Risque de change

Dans le cadre de ses opérations canadiennes, la Société effectue certaines transactions en devises étrangères. La Société gère le risque lié aux fluctuations de taux de change et conclut à l'occasion certains contrats de change. Les engagements de la Société en vertu de contrats de change en cours en date du bilan visaient l'achat de 1 800 000 euros.

La Société réalise approximativement 30 % et 4 % de son chiffre d'affaires aux États-Unis et en Argentine, respectivement, et elle est donc exposée à la fluctuation de devises.

Les flux de trésorerie liés aux activités américaines constituent une protection économique naturelle contre le risque de change lié aux dettes exprimées en dollars américains.

e) Risque de prix de marchandises

La Société conclut à l'occasion certains contrats à terme pour se protéger des fluctuations de prix de certaines marchandises. Les contrats en vigueur en date du bilan avaient une juste valeur de 1 800 000 \$.

19. INFORMATION SECTORIELLE

Le secteur des produits laitiers comprend principalement la fabrication et la distribution de fromage et de lait nature. Les activités de ce secteur sont exercées au Canada, en Argentine et aux États-Unis.

Le secteur des produits d'épicerie représente les activités de fabrication et de commercialisation de petits gâteaux. L'actif total du secteur des produits d'épicerie comprend le placement de portefeuille.

Ces secteurs sont administrés distinctement puisque chaque secteur d'activité représente un secteur stratégique qui offre différents produits et qui dessert différents marchés. La Société évalue la performance en fonction du bénéfice d'exploitation géographique et du bénéfice d'exploitation des secteurs d'activité pris isolément.

Les conventions comptables des secteurs sont les mêmes que celles décrites à la note 1 portant sur les principales conventions comptables. La Société n'effectue pas de ventes intersectorielles.

19. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

Information par secteur d'activité

	2006			2005		
	Canada et autres	États-Unis	Total	Canada et autres	États-Unis	Total
Revenus						
Produits laitiers	2 651 402 \$	1 206 601 \$	3 858 003 \$	2 415 541 \$	1 308 735 \$	3 724 276 \$
Produits d'épicerie	164 207	-	164 207	158 793	-	158 793
	2 815 609 \$	1 206 601 \$	4 022 210 \$	2 574 334 \$	1 308 735 \$	3 883 069 \$
Bénéfice avant intérêts, amortissement, impôts sur les bénéfices et dévaluation						
Produits laitiers	261 593 \$	78 300 \$	339 893 \$	244 161 \$	137 043 \$	381 204 \$
Produits d'épicerie	26 072	-	26 072	26 555	-	26 555
	287 665 \$	78 300 \$	365 965 \$	270 716 \$	137 043 \$	407 759 \$
Amortissement des immobilisations						
Produits laitiers	34 146 \$	29 881 \$	64 027 \$	29 743 \$	31 175 \$	60 918 \$
Produits d'épicerie	5 334	-	5 334	5 147	-	5 147
	39 480 \$	29 881 \$	69 361 \$	34 890 \$	31 175 \$	66 065 \$
Bénéfice d'exploitation						
Produits laitiers	227 447 \$	48 419 \$	275 866 \$	214 418 \$	105 868 \$	320 286 \$
Produits d'épicerie	20 738	-	20 738	21 408	-	21 408
	248 185 \$	48 419 \$	296 604	235 826 \$	105 868 \$	341 694
Dévaluation du placement de portefeuille			10 000			-
Intérêts			23 830			29 090
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices			262 774			312 604
Impôts sur les bénéfices			70 672			80 459
Bénéfice net			192 102 \$			232 145 \$

19. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

Information géographique

	2006				2005			
	Canada	Argentine	États-Unis	Total	Canada	Argentine	États-Unis	Total
Revenus								
Produits laitiers	2 473 045 \$	178 357 \$	1 206 601 \$	3 858 003 \$	2 265 277 \$	150 264 \$	1 308 735 \$	3 724 276 \$
Produits d'épicerie	164 207	-	-	164 207	158 793	-	-	158 793
	2 637 252 \$	178 357 \$	1 206 601 \$	4 022 210 \$	2 424 070 \$	150 264 \$	1 308 735 \$	3 883 069 \$
Éléments d'actif								
Produits laitiers	1 116 636 \$	148 157 \$	695 881 \$	1 960 674 \$	1 017 031 \$	100 696 \$	716 395 \$	1 834 122 \$
Produits d'épicerie	293 259	-	-	293 259	298 950	-	-	298 950
	1 409 895 \$	148 157 \$	695 881 \$	2 253 933 \$	1 315 981 \$	100 696 \$	716 395 \$	2 133 072 \$
Immobilisations à la valeur nette								
Produits laitiers	336 772 \$	70 863 \$	226 433 \$	634 068 \$	315 260 \$	51 601 \$	240 984 \$	607 845 \$
Produits d'épicerie	40 627	-	-	40 627	40 739	-	-	40 739
	377 399 \$	70 863 \$	226 433 \$	674 695 \$	355 999 \$	51 601 \$	240 984 \$	648 584 \$
Ajouts aux immobilisations								
Produits laitiers	42 569 \$	29 798 \$	18 503 \$	90 870 \$	38 856 \$	18 134 \$	18 786 \$	75 776 \$
Produits d'épicerie	5 282	-	-	5 282	6 010	-	-	6 010
	47 851 \$	29 798 \$	18 503 \$	96 152 \$	44 866 \$	18 134 \$	18 786 \$	81 786 \$
Écart d'acquisition								
Produits laitiers	156 324 \$	- \$	223 635 \$	379 959 \$	132 698 \$	- \$	209 989 \$	342 687 \$
Produits d'épicerie	164 513	-	-	164 513	164 513	-	-	164 513
	320 837 \$	- \$	223 635 \$	544 472 \$	297 211 \$	- \$	209 989 \$	507 200 \$

20. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS

Le 13 avril 2006, la Société a acquis les activités de *Spezialitäten-Käserei De Lucia GmbH* (un fabricant de fromage exerçant ses activités en Allemagne) pour une contrepartie en espèces de 5 000 000 d'euros pouvant faire l'objet d'ajustements. Le prix d'acquisition provisoire est attribué aux immobilisations corporelles. La répartition finale du prix d'acquisition sera terminée au cours du prochain exercice.

21. CHIFFRES CORRESPONDANTS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été redressés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice courant.